

Abschiebungen: Fortsetzung des Sommerdramas

Findel, Samstag Nachmittag. Drittes Kapitel in der Serie der "freiwilligen" Rückführungen nach Serbien und Montenegro. Als ob die drückende Hitze nicht genügt hätte, um die Stimmung zu belasten. Nebst Hunderten nach Ferien lechzenden Fluggästen checken drei Dutzend Ex-Flüchtlinge nach Ex-Jugoslawien ein. Fast alle sind begleitet von Luxemburger Freundesfamilien. Der Abschied fällt schwer auf beiden Seiten. Das Unverständnis spricht Bände, auf beiden Seiten. Unter Kindern laufen die Tränen, als ob ihnen das Unterfangen nicht einleuchten wollte. Die Situation wirkt umso absurder, als alle Gespräche unter Kindern auf Luxemburgisch verlaufen... Ein Asti-Sprecher macht darauf aufmerksam, wie auf diese Weise Leute nach vier- bis fünfjähriger

Integrationsstrecke weg müssen und man neue Arbeitskräfte rekrutieren wird. Aktivistinnen von "Jugend fir Fridden a Gerechtegeet" und von "Déi Lénk" zeigten ihre Solidarität mit den Abgeschobenen.

**OMC: Les pays ACP veulent la transparence**

Les 77 membres du groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) - parmi lesquels les pays les plus pauvres du monde - viennent de se réunir à Bruxelles en préparation de la réunion ministérielle de l'OMC prévue début septembre à Cancun. Les pays ACP ont adopté une déclaration détaillée sur la plupart des sujets qui seront abordés à la conférence ministérielle. Ils constatent qu'il n'y a aucune base pour un commencement des négociations sur l'investissement, la concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges. C'est pourquoi les pays ACP refusent la pression exercée notamment par l'UE qui demande que de telles négociations débutent incessamment. D'autre part, les pays ACP font appel en faveur d'un processus de prise de décision clair, transparent et participatif. Ils demandent notamment que les textes mis en discussion reprennent des avis divergents parmi les membres, que les présidences des groupes de travail soient élus par tous les membres et que toutes les réunions soient ouvertes à tous les membres. L'expérience a cependant montré que les décisions à l'OMC sont en général préparées en réunions closes, les avis divergents ne sont pas acceptés en plénière et les pressions politiques et économiques sur les "petits" pays sont telles que peu de ministres peuvent résister longtemps aux pressions exercées par l'UE, les Etats-Unis, le Japon et le Canada.

Vorboten des Klimawandels

Angesichts der jüngsten Rekordhitze in Europa warnt der Verkehrsclub Deutschland (VCD) vor den Folgen des menschengemachten Klimawandels und fordert stärkere Anstrengungen für den Klimaschutz im Verkehrsbereich. Die Einführung eines europaweiten Grenzwertes für das Treibhausgas CO₂ von 120 Gramm pro Kilometer für Pkw sei ebenso erforderlich wie die langfristige Fortführung der Ökosteuer auf nationaler Ebene. Gleichzeitig müsse der Umweltverbund aus Bus, Bahn, Fahrrad und Zu-Fuß-Gehen deutlich gestärkt werden. So seien auch hohe Wachstumsraten in bestimmten Bereichen des Flugverkehrs bedrohlich für das Klima, da sich die Emissionen gerade in großen Höhen als besonders klimawirksam erwiesen hätten. Eine angemessene Besteuerung von Kerosin, emissionsabhängige Start- und Landgebühren sowie die Aufhebung der Mehrwertsteuerbefreiung bei internationalen Flügen sind nach Ansicht des VCD daher dringend geboten. Als Hauptursache für den Klimawandel werde der Anstieg von Kohlendioxid in der Atmosphäre aufgrund menschlicher Aktivitäten angesehen. Da der Verkehr beim Verbrauch von Primärenergie mit rund einem Fünftel des gesamten Energieverbrauchs vor den Bereichen Haushalte, Industrie und Handel an der Spitze liege, komme der notwendigen Reduzierung von CO₂ in diesem Bereich besondere Bedeutung zu.

MARCHE ANTI-NUCLEAIRE

Contre les déchets, contre les centrales

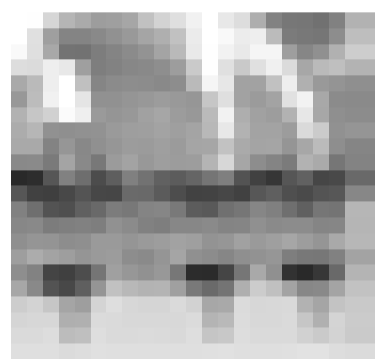
La marche des anti-nucléaires de Cattenom à Bure doit rappeler le lien entre des déchets dont on ne sait comment se débarrasser et des centrales produisant une énergie dite "propre".

Départ de Cattenom le 24 août à 14h.

Etapas de 15 à 20 km par jour.

Hébergement et repas collectifs prévus.

Plus d'informations: tél. 0033 3 25 04 91 41; site www.burestop.org



(Illustration: www.burestop.org)

(RK) - Le mouvement anti-nucléaire français, longtemps engourdi, est en train de revivre. Après la dénonciation du "débat bidon" - celui sur l'avenir énergétique de la France, mis en scène par le gouvernement (voir woxx no 695) - voici la marche de Cattenom à Bure. Du 24 au 31 août, les opposant-e-s à l'enfouissement des déchets radioactifs, en particulier le collectif Bure-Stop, organisent une marche le long de la route des déchets. Bure, dans le département de la Meuse, est le site d'enfouissement actuellement favorisé par les experts français.

"Cela fait trois étés qu'on organise des camps autour de Bure. Nous avons cherché une autre forme d'action, quelque chose qu'on aurait envie de faire", explique Nadine Schneider, du collectif Bure-Stop. La marche, qui traverse la région lorraine à pied et en train, veut aussi rappeler que les déchets nucléaires ne sont pas un héritage du passé pour lequel il faudrait trouver une solution. En reliant la centrale de Cattenom au site de Bure, les organisateur-ice-s visent à démasquer le discours d'EDF, présentant le nucléaire comme une

énergie propre. "L'enjeu de Bure, pour le lobby nucléaire, c'est de pouvoir dire qu'il a résolu le problème des déchets. Qu'on peut donc relancer un nouveau programme nucléaire. Or actuellement il n'y a aucune réponse qui tienne la route à la question des déchets", dénonce Nadine Schneider. L'idée de les enfouir lui paraît "amoral": "Ces substances qui gênent, on les met au fond d'un trou pour s'en débarrasser. Mais ce n'est qu'une duperie, les générations futures seront confrontées à ce que nous leur laissons."

Débarras ou duperie?

Le collectif Stop-Bure, dans son dossier de presse, appelle à une gestion raisonnée des déchets malheureusement existants. Nadine Schneider admet ne pas savoir quelle serait la meilleure solution. "Mais l'enfouissement nous paraît la pire. Nous préférons qu'on garde les déchets en surface, qu'on les regarde en face. Et la première chose à faire est d'arrêter d'en produire, donc d'arrêter les centrales."

La marche sera l'occasion de rencontrer des groupes locaux, d'accueillir autour du noyau dur - une cinquantaine de personnes est attendue - les marcheuses et marcheurs d'un jour. Rendez-vous a été pris avec des élus locaux dans une partie des communes traversées, afin de fédérer l'opposition au site de Bure et de faire contre-poids au lobby nucléaire. La forme choisie, une

marche, est aussi une façon de redéfinir la place des militant-e-s antinucléaires dans la société. Ils et elles ne veulent plus être assimilé-e-s ni à de "gentil-le-s écologues" ayant mission de sauver "les petits oiseaux, la nature, nos enfants", ni à des "nimby" (Not in my backyard - pas dans mon jardin). Ni naïf-ve-s, ni inconscient-e-s, mais citoyen-ne-s responsables, comme l'indique l'éditorial de la "Lettre de Bure" parue en mai: "Acteurs de notre avenir, engagés dans la vie locale, sociale, économique, politique, syndicale, associative, nous sommes les décideurs légitimes. Nos élus n'ont qu'un devoir, ne pas nous trahir et ne pas nous faire honte. Notre démarche responsable s'inscrit dans l'émergence forte d'une expression citoyenne."

Ce rapprochement avec les mouvements citoyens n'en est qu'à ses débuts. "Il a quelques contacts avec Attac, mais c'est plutôt avec la Confédération paysanne que des liens sont en train de se tisser." Nadine Schneider est optimiste, elle se souvient comment réagissaient les gens il y a quelques années: "Renoncer au nucléaire, c'était remplacer les ampoules électriques par les bougies. Aujourd'hui on sait que les énergies de remplacement existent. Même EDF produit de l'électricité solaire et éolienne - pour l'apparence, bien entendu. "Ce faisant, ils coupent eux-mêmes un peu la branche sur laquelle ils sont assis", rajoute-t-elle avec malice.

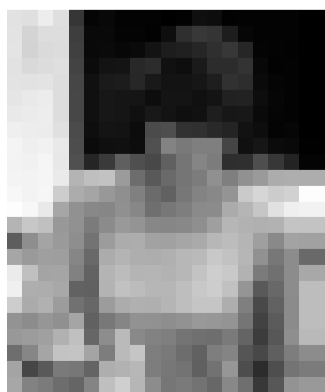
HÄUSLICHE GEWALT

Marie und die vielen andern

Der gewaltvolle Tod der französischen Schauspielerin Marie Trintignant hat in der Öffentlichkeit für kurze Zeit das Bewusstsein wieder geweckt, dass Gewaltbeziehungen immer noch "modern" sind.

(rw) - Ihr Tod rief einen Aufschrei hervor: Marie Trintignant von ihrem Lebensgefährten zu Tode geschlagen - das kam für die französische Öffentlichkeit wie ein Schock. Nicht nur, weil Bernard Cantat als Inbegriff eines modernen Mannes galt, sondern auch, weil die Schauspielerin die emanzipierte Frau schlechthin inkarnierte. Vielleicht hat dieses Einzelschicksal aber auch unsere Nachbarn gezwungen, die Augen für eine bittere Realität zu öffnen, von der gerade auch Frankreich betroffen ist. Obwohl das Land sich schon in den Achtzigerjahren gesetzliche Instrumente für eine spezifische Ahndung häuslicher Gewalt gab, war ein Wegweisungsgesetz, wie es nach Österreich auch in Deutschland, Spanien und vor wenigen Wochen in Luxemburg beschlossen wurde, bislang kein Thema. Dabei wurde im Jahr 2000 sogar eine Zunahme der Gewalt gegen Frauen festgestellt (Baromètre Santé 2000).

Nicht nur in Frankreich jedoch besitzt die "opinion publique" oft ein verzerrtes Bild der häuslichen Gewalt und ihrer Ursachen. Laut Eurobarometer von 1999 glaubten in ganz Europa über 96,2 Prozent der Befragten, dass diese auf Alkoholismus und Toxikomanie zurückzuführen sei. Über siebzig Prozent gaben Armut und Arbeitslosigkeit als mögliche Ursachen an, aber nur um 60 Prozent sahen häusliche Gewalt im Zusammenhang mit der Art und Weise, wie Macht zwischen Frauen und Männern aufgeteilt ist.



Marie Trintignant

Dass häusliche Gewalt jedoch Ausdruck einer "Gewaltbeziehung" ist, das ist eine Erkenntnis, die auch im hierzulande soeben votierten Wegweisungsgesetz zum Ausdruck kommt. Es bietet erstmals die Möglichkeit, Täter zeitweilig aus der gemeinsamen Wohnung zu weisen. Albin Dearing, Autor des österreichischen Gesetzes, das dem Luxemburger als Vorlage diente, spricht davon, dass "Gewalttaten nicht gleichermaßen in allen Arten von Beziehungen auftreten, sondern nur in Beziehungen, die Gewalt zulassen oder sogar voraussetzen. [...] Es handelt sich um Beziehungen, in denen ein Mensch das Verhalten des anderen kontrolliert, beherrscht".

Täterinnen

Inwieweit ist die Ausübung von Gewalt jedoch geschlechtsspezifisch? Der Tod von Marie Trintignant kam wenige Monate nachdem die Vorzeigefeministin Elisabeth Badinter die Frauenbewegung des "Viktismus" bezichtigte und zum Thema Gewalt meinte, Männer und Frauen seien gleichermaßen von einer Pathologie betroffen, die der Menschheit angehöre.

Die österreichischen Erfahrungen mit ihrem mittlerweile schon fünf Jahre alten Wegweisungsgesetz vermitteln interessante Antworten auf diese Frage, die vom Volksmund so gerne eingebracht wird - frei nach dem Motto: "Ich kenne auch Männer, die geschlagen werden." Die österreichischen Zahlen halten na-

türlich nur jene bekannten Fälle fest, bei denen die Polizei, wie im Gesetz vorgesehen, die Kriseninterventionsstellen alarmiert hat, welche die Opfer betreuen sollen. Die Wiener Interventionsstelle gibt für das Jahr 2001 bei den gemeldeten Opfern ein Verhältnis von 91,2 zu 4,2 Prozent zwischen Frauen und Männern an. Bei den Tätern dreht sich dieses Verhältnis um: 95 Prozent sind Männer, 4 Prozent Frauen. Wie die Täter üben die Täterinnen Gewalt vor allem an ihren Beziehungspartnern aus. Der Anteil der erfassten Opfer, die von Eltern oder Kindern Gewalt erfahren haben, ist dagegen gering.

Die Tendenz der zunehmenden (oder zunehmend sichtbaren) Gewaltbereitschaft von Frauen wird übrigens auch in den Berichten über gewalttätige Jugendliche vermerkt. Bislang wurde Gewalt, bei der die weiblichen Opfer so zahlreich sind, der so genannten Gewalt auf der Straße entgegengesetzt, bei der Männer nicht nur vorrangig Täter, sondern auch Opfer sind.

Hat Elisabeth Badinter also Recht? Ist es ein geschlechtsspezifischer Zufall, dass mit Marie Trintignant eine weitere Frau von einem weiteren Mann erschlagen wurde? Wichtig scheint vor allem, unter den verschiedenen Arten von Gewalt zu unterscheiden: Gewalt kann als Mittel zu einem materiellen Zweck eingesetzt werden - das Opfer spielt dann für den oder die Täterin keine Rolle - oder aber als Ausdruck von Macht. Doch während sich Frauen auch zu Täterinnen "emanzipieren", wird die Parität auch in diesem Gebiet noch lange nicht erreicht sein.